



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Bretagne**

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le 12/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LORIENT AGGLOMÉRATION

Pôle ingénierie et gestion techniques
Direction gestion et valorisation des déchets
56100 Lorient

Références : GP/FD/E/2024
Code AIOT : 0005518021

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), exploitée par LORIENT AGGLOMÉRATION, implantée à Inzinzac-Lochrist (56650). L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LORIENT AGGLOMERATION
- 56650 Inzinzac-Lochrist
- Code AIOT : 0005518021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Lorient Agglomération est autorisé, par arrêté préfectoral du 21 mars 2014 modifié, à exploiter une ISDND sur le territoire de la commune d'Inzinzac-Lochrist.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Demande d'action corrective	3 mois
4	Détection Réparation fuites biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Demande d'action corrective	3 mois
9	Isolement réseau assainissement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation personnel – matériaux de recouvrement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
3	Contrôle étanchéité biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
5	prélèvements consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
6	Bilan énergétique annuel	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet
7	canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II	Sans objet
8	plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III	Sans objet
10	Registre arrêt traitement lixiviats / biogaz	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu vérifier le respect des prescriptions contrôlées. Des demandes ont toutefois été faites concernant l'isolement des réseaux, les comptes-rendus des exercices incendie, la présentation des résultats des mesures de fuite de biogaz et le registre des arrêts de traitement des lixiviats et biogaz.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : formation personnel – matériaux de recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques chroniques, formation personnel – matériaux de recouvrement
Prescription contrôlée : VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : 7 personnes sont présentes sur le site, dont 4 chauffeurs. Ces chauffeurs sont formés à l'utilisation des matériaux de recouvrement. En dehors des heures d'ouverture, le personnel d'astreinte (une astreinte exploitation et une astreinte décisionnelle Lorient Agglomération) a un téléphone qui renvoie l'alarme des deux détecteurs et de la caméra en place. Deux nouveaux détecteurs doivent être installés en juillet qui seront également raccordés au système d'alerte téléphonique. Une formation sur le rappel des règles en cas d'incendie est réalisé tous les ans avant l'été. La dernière a été réalisée le 05 juin 2024. Une formation a été réalisée en mars 2024 pour le personnel d'astreinte décisionnelle sur site. Le personnel extérieur reçoit une information et signe le plan de prévention en entrant sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
Thème(s) : Risques chroniques, exercice incendie
Prescription contrôlée : IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats : Les derniers exercices incendie avec les pompiers de Hennebont ont été réalisés les 2, 5, 8 et 15 avril 2024. L'exploitant n'a pas les comptes-rendus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit rédiger ses comptes-rendus et demander les comptes-rendus au SDIS afin de pouvoir profiter de leur retour d'expérience et également mettre en œuvre des éventuelles actions correctives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : contrôle étanchéité biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle étanchéité biogaz
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. [...] Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. [...]
Constats : Les réseaux biogaz sont contrôlés tous les ans. La Wagabox (unité d'épuration du biogaz produisant du biométhane) fait l'objet d'une maintenance préventive. Un contrôle interne est réalisé toutes les semaines sur toutes les canalisations et de tous les puits tous les mois à l'aide d'un analyseur de gaz portable de marque GEOTECH biogas GA5000. Le site est équipé de 2 appareils de mesure. Ces appareils sont contrôlés tous les ans par un organisme extérieur. La date du prochain contrôle est précisé lorsqu'on allume l'appareil. Pour l'appareil présenté, le prochain contrôle est prévu le 2 avril 2025. Une consigne est en place pour la réalisation de ces contrôles (internes et externes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : détection réparation fuites biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V
Thème(s) : Risques chroniques, détection réparation fuites biogaz
Prescription contrôlée : V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Les appareils utilisés pour la détection sont deux GEOTECH Biogas GA5000 avec un logiciel de réglage. L'exploitant effectue une cartographie méthane tous les 5 ans, la dernière datant d'août 2023. Une étude d'impact odeurs est projetée avant la fin de l'année avec la pose de différents capteurs dans les lieux-dits faisant l'objet de plaintes odeurs. Les résultats de mesure de fuites de biogaz ne sont pas présentés dans le rapport annuel d'activité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les résultats de l'étude d'impact odeurs seront transmis à l'inspection. Les résultats de mesures hebdomadaires (pour les canalisations) et mensuelles (pour les puits) de fuites de biogaz doivent être présentés dans le rapport annuel d'activité accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : prélèvements consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvements consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.
Constats : L'exploitant effectue un relevé mensuel des consommations d'eaux au réseau communal. Annuellement, l'installation consomme 360 m ³ , dont 300 m ³ pour le nettoyage des membranes de la station d'épuration des lixiviats.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : bilan énergétique annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, bilan énergétique annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...]. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats : Un bilan énergétique est transmis tous les ans dans le rapport annuel d'exploitation. Le biogaz est capté et valorisé par une unité d'épuration pour produire du méthane qui est ensuite délivré dans le réseau GRDF (8,8 GWh produit en 2023 de biométhane sortant de la Wagabox). En 2023, l'installation a également produit 6,5 GWh d'électricité avec les panneaux photovoltaïques installés sur Kermat 1. Des travaux sont en cours pour installer de nouveaux panneaux photovoltaïques sur Kermat 1 et Kermat 2.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : canalisations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II
Thème(s) : Risques chroniques, canalisations
Prescription contrôlée : II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examen périodiques appropriés [...] Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Les plans sont mis à jour à chaque dossier d'ouvrage exécuté, dont le dernier à venir à la pose des panneaux photovoltaïques sur Kermat 1 et Kermat 2. Un drone passe tous les 6 mois sur Kermat 3 pour relever la position des canalisations biogaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 III
Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux
Prescription contrôlée : III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none">- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;- les secteurs collectés et les réseaux associés ;- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales non polluées et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. [...]
Constats : Les plans sont mis à jour à chaque dossier d'ouvrage exécuté. Le dernier document présenté reprend les réseaux de drainage des eaux souterraines, les réseaux de transport des lixiviats et d'eaux pluviales des derniers casiers réceptionnés A7 et A8.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : isolement réseau assainissement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, isolement réseau assainissement
Prescription contrôlée : Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Il existe sur le site des vannes de sectionnement : une sur Kermat 1, trois sur Kermat 2, une vanne globale pour Kermat 3 ainsi qu'une vanne par casier (ce qui fera au total 12). Le personnel effectue des rondes incluant la vérification du bon fonctionnement de ces vannes. Ces vérifications ne sont pas consignées dans un registre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Ces vérifications et leur entretien préventif doivent être consignés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : registre arrêt traitement lixiviats / biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Risques chroniques, registre arrêt traitement lixiviats / biogaz
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée. Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate. Les installations de stockage et de traitement des effluents aqueux, notamment le traitement par lagunage, sont étanches.
Constats : Un tableau de bord informatisé est en place pour enregistrer les différents incidents ayant entraîné l'arrêt de la collecte - ou du traitement des lixiviats ou biogaz. Ce tableau de bord est suivi mensuellement par la responsable d'exploitation du site. Pour la station de traitement des lixiviats, il y a un tableau de bord spécifique géré par la société OVIVE exploitant la station.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection invite l'exploitant à transmettre le tableau de bord du site et de la station de traitement du mois de juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite